

Relevé des interventions des membres du CN du 24 avril 2021

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – Non communiquée

Aurélien Guillot – Ile-et-Vilaine – Non communiquée

Ismaël Dupont – Finistère

Bravo à Aurélien et aux camarades d'Ile-et-Vilaine pour leur construction de rassemblements pour les élections départementales qui permettra une bonne représentation des camarades du PCF de Haute-Bretagne et des espoirs de conquêtes de conseillers départementaux. Dans le Finistère, on s'oriente sur des bases assez comparables, même si nous aurons un peu moins de candidats que en Ile-et-Vilaine. Nous serons présents avec des candidats titulaires sur des binômes de rassemblement avec le PS et des candidats divers gauche sur 4 ou 5 cantons (sur 27), avec une possibilité réelle de gagner 2 à 3 élu·e·s et d'avoir un groupe, sachant que nous n'avons plus de conseillers départementaux communistes dans le Finistère depuis 3 décennies au moins. Nous avons des accords de soutien réciproque partout. Malgré tout, la conservation d'une majorité de gauche au département dans deux mois n'est pas acquise car il n'y a pas eu d'alliance du PS et des représentants de la majorité sortante avec EELV, Génération.S, ou d'autres organisations à gauche comme FI. Nous sommes actuellement dans une phase de construction collective du programme à partir du bilan de la majorité qui se déroule bien, et dans laquelle nous mettons au pot commun les propositions arrêtées par les communistes du département. De ce point de vue, je pense que le document de 28 pages sur les propositions des communistes pour les Départementales sera précieux pour nos campagnes et nous donne des arguments à déployer thématique par thématique. Merci aux rédacteurs de ce document qui est très un bon point d'appui. En particulier, sur la question des financements, il rappelle l'enjeu central du déséquilibre entre les recettes et les charges des départements, dont 90 % des budgets concerne l'action sociale, avec, pour un département comme le Finistère, un déséquilibre de 120 millions d'euros par an en moyenne de charges non compensées par l'État sur le versement des allocations sociales, RSA, APA, prestation handicap, avec bien peu de marges de manœuvre, et des dépenses sociales qui augmentent au moment où les départements perdent le peu d'autonomie fiscale qu'ils avaient encore. Les candidat·e·s et élu·e·s communistes devront mener la bataille pour mieux financer ces collectivités au cœur des solidarités et des besoins sociaux quotidiens de nos concitoyennes et concitoyens que sont les départements. Il n'y a jamais eu autant besoin d'avoir pour eux des moyens financiers pour assurer leur mission : dans le Finistère, par exemple, c'est 10 à 15 % d'augmentation des bénéficiaires du RSA depuis la crise sanitaire. Pour ce qui est des Régionales en Bretagne, on aurait en cas de victoire du président de région sortant, Loïc Chesnais-Girard, sur la liste duquel nous avons fait le choix d'aller, entre 4 et 5 élu·e·s communistes, et donc un groupe renforcé et renouvelé si tout se passe bien. Néanmoins, rien n'est joué et l'entrée en campagne ne se passe pas dans des conditions optimales de mon point de vue. Chesnais-Girard et le PS ne nous ont toujours pas accordé de réunion jusqu'à présent pour discuter sérieusement du programme et du projet, alors que nous avons arrêté notre positionnement et nos propositions depuis plus de 2 mois. Le nombre d'alliés à gauche sur cette liste sera restreint. L'image du président de région est brouillée par ses déclarations sur son vote pour Macron au 1er tour de la présidentielle de 2017, et l'absence d'ancrage net dans une volonté de rassemblement à gauche, ou même de déclaration officielle de candidature, alors même que la liste LREM de Thierry Burlot est à l'offensive médiatiquement. L'entrée en campagne est tardive et son issue difficile à prévoir, dans des conditions pour mener campagne qui vont être compliquées. Néanmoins, globalement sur la Bretagne, il y a une cohérence entre les options de rassemblement communistes sur les départementales et régionales, ce qui sera un atout.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques – Non communiquée

Emmanuel Dang-Tran – Paris - *Non communiquée*

Evelyne Ternant - Doubs

Tout d'abord une réaction à l'intervention d'Emmanuel Dang Tran sur le « temps inutile » et le « à côté de l'essentiel » du moment de préparation des élections départementales et régionales.

S'il est vrai que beaucoup d'énergie est dépensée et des moments pénibles de négociations sont traversés actuellement, pour assurer notre représentation, la présence dans les institutions n'est pas à opposer frontalement aux luttes, aux actions de terrain, car non seulement elle permet de donner un écho à ces combats, mais nos propositions sont de nature à modifier le rapport de force en direction d'objectifs de transformation, en particulier dans les régions qui ont un rôle stratégique sur le développement économique, l'emploi, la formation. Nous avons aussi à porter une conception d'élus·es qui ne soient pas des élus·es «notables», mais des élus·es militant·es, ce qui est le cas de la plupart de nos élus·es, et ainsi faire reculer la défiance politique. Enfin, dans le climat inquiétant qui gagne le pays, notre présence dans les institutions aide aussi à faire barrage à la diffusion de l'idéologie de la haine de l'autre, en portant haut et fort nos valeurs d'émancipation.

La préparation concrète de ces élections départementales et régionales, témoigne de l'état de faiblesse, voire de déliquescence, des forces de gauche, sur le terrain, ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, d'être très exigeantes et aussi d'avoir souvent l'envie de nous réduire à portion congrue. Les structures politiques sont aujourd'hui à l'état de squelettes, qu'il s'agisse du PS, où l'absence de renouvellement des candidatures est patente, d'EELV dont l'influence électorale tranche avec la faiblesse l'organisation, ou de LFI qui a perdu beaucoup de militant·es et peine à présenter des candidat·es. D'où l'importance de la reconstruction, de la présence et du développement du parti pour l'avenir de la gauche dans notre pays. Il faut reconnaître que dans les rassemblements politiques en cours dans les élections, les contenus ont été jusqu'ici laissés de côté, malgré notre travail en amont sur les régionales, et sur les départementales, avec le texte transmis pour ce CN qui donne beaucoup d'éléments. Il y a des écarts considérables sur certains sujets avec nos partenaires des rassemblements départementaux et régionaux. Par exemple, sur les départements, la clause de compétence générale, en particulier avec EELV, ou encore l'avenir des départements et communes. Dans les régions, sur industrie, écologie, transports, beaucoup de différences aussi.

Comment allons nous développer l'autonomie de nos propositions dans les rassemblements, comment allons nous articuler la campagne de la présidentielle, si les communistes se donnent un candidat le 9 mai, ses axes thématiques principaux et leur donner de la résonance et une cohérence dans nos campagnes départementales et régionales, quelles que soient leurs configurations ? C'est me semble-t-il un sujet important devant nous. En Bourgogne Franche-Comté, l'urgence du démantèlement actuel de l'industrie de l'énergie, avec de nombreux projets de licenciements et délocalisations en cours dans le secteur nucléaire, très présent, nous conduit à préparer une initiative régionale au Creusot, réunissant les syndicalistes de tous les sites de la région. Nous travaillons à organiser la visite de Fabien fin mai, pour donner les perspectives nationales et européenne d'un développement de cette industrie stratégique, mais inviterons aussi, pas en même temps que Fabien, bien sûr, mais dans la continuité de cette action, la Présidente de région socialiste sortante, avec laquelle nous sommes en alliance de premier tour, pour échanger publiquement avec elle. Il s'agit de marquer ainsi la campagne sur la question industrielle, avant l'arrivée des forces politiques du second tour dont on connaît les réticences face à l'industrie, et encore plus face à l'industrie nucléaire, en dépit de sa relation étroite avec la transformation écologique. Nous envisageons aussi une initiative régionale sur la formation, en lien avec la santé, dans le cadre de la campagne sur l'emploi proposée au niveau national.

Il me semblerait donc utile d'organiser assez rapidement entre les animateurs des campagnes, chefs de file, candidat·es, et direction nationale un échange sur les contenus de nos campagnes (tracts, journaux) notamment sur les régionales, une mutualisation de nos initiatives, la déclinaison locale de l'initiative nationale emploi-santé pour donner à nos campagnes départementales et régionales

une cohérence nationale de fond que la diversité des alliances, les difficultés à négocier notre représentation, où que ce soit, nous ont fait perdre de vue ces derniers temps.

Eric Cadoré – Gers – *Non communiquée*

Nicolas Ledentu – Orne – *Non communiquée*

Hadrien Bortot – Paris

Je tiens tout d'abord à saluer les endroits où le rassemblement de toute la gauche a pu se faire. Ils existent et doivent être des sources d'inspirations. Nous devons très vite comprendre ce qui rend possible ces unions larges. Je crois que nous devons approfondir notre réflexion sur l'état de la gauche, et notamment sur sa très grande faiblesse. Aussi et surtout, nous devons étudier les conséquences de cette faiblesse sur les rapports de force dans notre pays. Parce que le risque est immense que demain il y ait plus de conseiller·e·s départementaux·ales, rassemblement national que de conseiller·e·s départementaux·ales de gauche. On peut balayer cela d'un revers de la main, mais depuis 2015 il y a plus de conseiller·e·s régionaux·ales RN que PS. Ensuite, il faut quand même qu'on soit clair entre nous, on peut observer quand même qu'il y a une alliance préférentielle avec le Parti Socialiste. C'est un fait 6 régions et la majorité des départements. C'est quand même une information qui intéresse les camarades, cela rejoint ce qu'a dit Fabien sur Europe 1, son modèle, le modèle de cette direction, c'est l'union de la gauche façon 1981. C'est un choix politique que vous devez assumer. J'entends de manière assez hallucinante qu'on s'est « rangé » derrière le PS à certains endroits sans avoir discuté en amont le programme. J'entends aussi que tel Président de Région est à droite du PS voir quasiment « macroniste », mais qu'on va se renforcer en nombre d'élu·e·s. Cela me donne l'impression que derrière un nouveau verni d'identité communiste, on reproduit des vieilles recettes dont personne ne veut. J'ajoute pour les spécialistes de la question de l'effacement que les seuls endroits où nous avons les têtes de liste sont celles où nous sommes unis avec la France Insoumise, que la répartition sur l'ensemble de ces listes se fait à parité. Enfin, et ce sera là, la conclusion de mon intervention. Je regrette que pas un mot ne soit dit dans le rapport sur l'ouverture au mouvement social. C'est à mon sens essentiel sur ce que nous portons, sur ce que nous sommes, mais également sur nos difficultés. Je pense que nous réussissons parfaitement l'ouverture aux acteurs et aux actrices du mouvement social dans ce qu'il a d'historique, je pense notamment à nos rapports avec de nombreux syndicalistes. C'est une très bonne chose, mais cela ne pourrait suffire. Soyons lucides, nous avons du mal à faire une place à une nouvelle génération d'activistes. Nous avons des angles morts importants, nous manquons de liens avec des écologistes anticapitalistes qui ne sont pas EELV, nous manquons de liens avec les acteurs des luttes anti-racistes, des luttes des quartiers populaires. C'est je crois révélateur des progrès que nous devons faire. J'aimerais à cette occasion saluer Mina. Quand la responsable nationale d'un parti de gauche, sur des questions aussi brûlantes que l'antiracisme, présente sa démission, c'est que les choses vont excessivement mal et qu'il faut se ressaisir.

Denis Durand – Paris

Je soutiens la proposition d'initiatives nationales sur l'emploi, la santé et l'éducation. Ce sera un facteur de cohérence de nos campagnes régionales, départementales, et nationales.

Cette cohérence fera partie de l'apport spécifique du PCF à la reconstruction de la gauche et à son rassemblement, afin de lui faire retrouver la crédibilité qu'elle a perdue depuis que les idées réformistes sont devenues hégémoniques en son sein et que les questions sociales sont vues comme des questions de répartition et non des questions de classe touchant, en particulier, au pouvoir sur la production. Par exemple, on ne s'en sortira pas si on suit le conseil de Benoît Hamon qui propose récemment faire l'unité en partant de la question des « inégalités ». Il faut au contraire mettre en avant dans le débat public des solutions qui ne se contentent pas d'afficher des objectifs sociaux et écologiques, mais qui lèvent le tabou sur les moyens, en particulier financiers, à mobiliser pour les

atteindre, et donc sur les mobilisations populaires à faire converger pour obtenir ces moyens, et sur les institutions à construire pour prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent.

Pré-embauches de jeunes, formation massive de personnels dans le système hospitalier et dans les Ehpad, mesures analogues, et tout aussi nécessaires, dans l'ensemble des services publics : il faut beaucoup d'argent pour cela, et c'est là-dessus que devrait se concentrer le débat autour de « la dette ». Si les 4 000 milliards créés par la BCE et les banques centrales nationales pour acheter des titres sur le marché financier – dont plus de 600 milliards émis par les administrations publiques françaises – venaient financer le développement des services publics, cela fournirait des moyens de faire face aux urgences, sans commune mesure avec les maigres ressources fiscales qu'on peut trouver aujourd'hui, et cela permettrait de créer, dans l'avenir, assez de richesses pour que le remboursement de cette dette cesse d'être un problème, pas plus d'ailleurs que l'apurement de la dette passée. Mais cela ne peut marcher qu'à une condition : que l'investissement public ainsi financé soit relayé par une création de richesses dans l'ensemble de l'économie, donc par des créations d'emplois. C'est tout l'enjeu des luttes sociales dans les grands groupes contre les suppressions d'emplois. Mais c'est aussi l'enjeu de la survie des PME-TPE. Les reports de paiements d'impôts et de cotisations sociales ont permis de repousser les échéances, et 700 000 entreprises ont souscrit un prêt garanti par l'État. Le nombre de faillites a ainsi diminué de 38 % en 2020. Mais toutes les faillites qui n'ont pas eu lieu en 2020 risquent de déferler quand les aides s'interrompront et qu'il faudra rembourser les prêts. Une étude évalue à 250 000 le nombre d'emplois directement menacés. C'est au premier chef un enjeu régional et départemental tout autant qu'un enjeu national. Le gouvernement, inquiet de cette situation, a annoncé que les aides ne seraient supprimées que progressivement et que les PGE pourraient être remplacés par des participation en capital. Mais l'attribution de ces allègements obéira aux critères de la rentabilité financière. Les entreprises qui font le plus d'efforts pour l'emploi, la formation, la recherche risquent de ne pas répondre à ces critères, surtout, comme c'est souvent le cas dans les secteurs les plus dynamiques, quand elles ne disposent pas d'actifs matériels à mettre en garantie. C'est là qu'on retrouve les banques, qui sont en train de durcir leurs conditions de crédit. C'est donc là qu'on retrouve nos propositions de faire levier sur les crédits bancaire avec des fonds pour l'emploi, la formation et la transformation productive et écologiques. Les syndicalistes de la Banque de France proposent que cette institution ait le pouvoir d'imposer l'exercice d'un droit au crédit pour les entreprises viables qui s'engageraient à créer des richesses en privilégiant l'emploi et les choix écologiques de production. Cela rejoint notre proposition d'un droit de tirage sur le crédit bancaire pour le financement de projets industriels proposés par les salarié·e·s comme alternatives aux plans de suppressions d'emplois.

Mais cette exigence partagée par des secteurs très divers de la société, du mouvement syndical à une partie des petits entrepreneurs, se heurte aux suppressions d'emplois massives dans les banques, à la dégradation des conditions de travail de leurs salariés, à la contradiction violente entre leur conscience professionnelle et les consignes venues des leurs directions et des salles de marchés. Elle se heurte aux 1 000 suppressions d'emplois annoncées à la Banque de France, particulièrement dans les succursales départementales en contact avec le public et avec les petites entreprises. Il y a une convergence à construire contre ces politiques suicidaires pour notre tissu économique et social. On peut s'appuyer pour cela sur un appel syndical lancé cette semaine, avec des propositions très convergentes avec les nôtres, qui a obtenu le soutien de tous les partis de gauche et de très nombreuses associations. Voilà un exemple de rassemblement de toute la gauche, à partir des préoccupations des gens, qui s'appuie sur ce qu'il y a de plus avancé dans le projet communiste, et non sur son occultation. On a souvent l'impression que s'attaquer au pouvoir des banques serait hors de notre portée, qu'à la rigueur il faut attendre d'avoir fait la révolution, et qu'on s'occupera des banques après, lorsqu'elles seront nationalisées. On voit ici que c'est tout le contraire : des luttes immédiates, pour des objectifs sociaux urgents, ont besoin, pour aboutir, d'ouvrir la perspective d'une prise de pouvoir démocratique sur l'utilisation de l'argent – argent des banques, argent des entreprises et argent public, non pas comme un moyen magique de remédier aux fléaux de l'économie capitaliste mais comme un levier pour combattre la logique capitaliste en son cœur,

en agissant sur l'utilisation de l'argent privé. Ce ne sont pas là des idées en l'air mais des urgences qui appellent à des initiatives concrètes du Parti et de ses instances de direction.

Fabien Roussel – Nord – *Non communiquée*

Amadou Deme – Essonne – *Non communiquée*

Françoise Brefort – Isère

En Isère pour les départementales, nous avons lancé très tôt un appel pour un printemps isérois, pour que la gauche discute et se rassemble. Nous sommes reconnus comme les initiateurs du rassemblement. Pour autant, plus le dépôt des listes approche, plus nous sentons que nos partenaires oublient l'objectif politique de faire basculer le département à gauche à travers ce rassemblement. Donc les communistes ont intérêt à se mettre toutes et tous dans la campagne si nous voulons gagner ce département à gauche. Pour les régionales, nous sommes l'arme au pied, avec la question de l'Allier. J'entends qu'il faut revoir les statuts sur cette question, en même temps, le respect des règles communes et la responsabilité des camarades ne se décrètent pas. J'ai entendu aussi le lien à faire entre les initiatives de campagne pour les départementales/régionales sur les thèmes qui sont dans le cœur et la tête de nos concitoyen·nes (santé, pouvoir d'achat, protection sociale, emploi et éducation), et celles des échéances de 2022. Je ne peux qu'être d'accord.

Nous devons nous appuyer sur les convergences qui existent et les collectifs qui sont en dynamique. Dans l'Isère, la Poste et l'Énergie notamment. Nous avons une initiative le 8 mai sur un barrage contre le projet HERCULE à l'appel du Collectif pour un vrai service public de l'Énergie, Gilets jaunes, organisations syndicales, et partis politiques.

D'autres convergences sont à faire grandir : réforme chômage, retraite, Sécurité sociale, ... qui ont mobilisé des centaines de milliers de personnes, la culture avec les occupations en cours, l'évasion fiscale... Nous pouvons y faire connaître nos propositions pour les rendre populaires et avancer ensemble. Parce qu'il faut s'organiser, cela peut prendre la forme d'ateliers, de coopératives, peu importe le nom, pour arriver à un pacte d'engagements législatifs. Être utile au quotidien, pour véritablement changer le quotidien, nous devons travailler à être majoritaire, quelles que soient les institutions. Pour abolir les lois liberticides, antisociales, discriminantes qui ont été votées ces derniers mois, il faudra réussir à faire basculer le rapport de forces. Tout est prêt pour l'Extrême droite : je pense qu'elle n'aura pas beaucoup de mots à changer dans la Loi Sécurité globale par exemple. Olivier Dartigolles, repris par Fabien Roussel, s'engage à pousser à bout la réflexion sur la question de la sécurité. Oui, bien sûr. Il y a un autre sujet sur lequel je voudrais que l'on revienne, un engagement que nous avons pris collectivement lors de notre 36ème Congrès : "Nous sommes pour une citoyenneté de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays". C'était notre priorité pour l'année 2013. Depuis, au 37ème Congrès, nous posons la question et notons que chaque Président a repoussé cette question. Au 38ème et dernier Congrès, nous n'en parlons même plus. Je propose que si nous avons 10 ou 15 propositions pour la France, cet engagement en fasse partie. De même, je note avec effarement que parfois nous nous écartons du préalable du "petit livre jaune" (= pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire) que nous avons adopté : la liberté de circulation et d'installation des personnes. Pour aller plus loin, nous avons à éclaircir notre position et je demande à ce qu'il y ait un débat au CN mais aussi plus largement dans nos fédérations et sections sur des sujets sur lesquels je suis quasi quotidiennement interpellée par des camarades syndicalistes, collègues, militant·e·s associatifs : je veux parler la Loi "séparatisme", de l'amendement "UNEF", des sorties scolaires, de la laïcité, ... Si nous voulons légitimement être visibles, lisibles et crédibles, une position claire doit se faire. Je demande un débat serein et éclairé dont je nous sais capable, loin des débats piègeux et mortifères lancés par la Droite et l'Extrême droite et entretenus pas les media BFM et Cnews. C'est urgent, vraiment. Nous sommes attendus et regardés sur ces sujets par les associations et organisations syndicales avec lesquelles nous travaillons, par la population de nos quartiers.

Franck Mouly – Seine-et-Marne – *Non communiquée*

Gilles Ravache – Haute-Savoie – *Non communiquée*

Pierre Laurent – Paris

Dans son rapport, Igor Zamichiei propose la tenue d'un Conseil national fin mai pour « *traiter des suites du vote des communistes, des initiatives à prendre sur la présidentielle selon l'option retenue et un point particulier sur les législatives car nous savons qu'elles nécessitent une préparation importante.* »

Je pense que ce CN est en effet indispensable pour traiter plus à fond les questions de l'articulation de notre campagne présidentielle, de nos initiatives de construction politique nouvelle, et des élections législatives, car la reconstruction d'une majorité politique alternative doit être au cœur du débat et des préoccupations des communistes avant et après le vote des 7, 8 et 9 mai. Lors de la conférence nationale, je considérais déjà que ces débats auraient dû se mener de pair, notre objectif devant être qu'à l'occasion des échéances de 2022, une nouvelle majorité politique, avec de nombreux députés communistes puisse se constituer. Je pense que les réunions tenues avant le vote doivent traiter toutes ces questions, et qu'un Conseil national fin mai devra approfondir la nature de nos initiatives politiques. Cela exige de notre part inventivité et créativité. Le débat est donc nécessaire. La rencontre des forces de gauche initiée par Yannick Jadot peut avoir des effets désemparants si on reste au constat d'échec et renforcer la défiance populaire. Elle montre aussi que ces réunions de sommet ne peuvent seules résoudre la question. Fabien Roussel a dit qu'il fallait construire notre campagne de façon constructive et ouverte : c'est mon sentiment, mais alors faisons-le concrètement, ce qui exige des efforts de construction politique tournés vers la société, qui portent sur la manière la plus efficace de faire entrer dans la danse les forces progressistes et citoyennes qui, aujourd'hui, ne voient pas comment sortir de l'impasse politique dans laquelle on veut enfermer le pays.

Nous avons un devoir d'innovation et d'invention, si on ne veut pas que l'intention énoncée dans le texte de la conférence nationale sur les initiatives politiques à prendre reste lettre morte. Les communistes doivent être sollicités pour mettre en commun toutes les idées et propositions émises, et déboucher sur une démarche qui nous identifie nationalement comme porteurs de perspectives. Concernant la date de ce CN de fin mai, je rappelle qu'en dehors des ponts, la date du samedi 29 mai est déjà occupée par l'importante journée de mobilisation prévue pour le 150^e anniversaire de la Commune de Paris, avec une montée populaire "vers le mur des fédérés" au Père Lachaise. Le Parti doit donner de l'ampleur à cette initiative.

Concernant le congrès, je suis d'accord avec la méthode proposée de consultation des fédérations, en vue d'un éventuel report du congrès à l'automne 2022.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne – *Non communiquée*

Nathalie René – Rhône

Aujourd'hui nous mesurons réellement les effets dévastateurs de la crise sanitaire, pauvreté, précarité, chômage... Dans ma commune à Corbas dans le Rhône, nous sommes deux élues communistes aux affaires sociales. Nous sommes confrontées tous les jours aux conséquences réelles de la crise sociale. Les demandes d'aides exceptionnelles explosent ainsi que les aides alimentaires et le service d'aide à domicile croule sous les demandes des retraité·e·s.

Notre commune comme beaucoup d'autres est confrontée à des choix politiques et budgétaires qui ne sont pas toujours en phase avec les besoins réels des populations. Les communes sont confrontées à de fortes dépenses dû à la crise sanitaire et par contre elles n'ont aucune certitude de subvention de la part de l'État ou de la métropole. Aujourd'hui personne ne sait plus qui fait quoi. Dans notre département c'est encore plus compliqué avec l'échelon métropole. L'interlocuteur direct des citoyens c'est les collectivités de proximités, les mairies et leurs élu·e·s. Donc il est plus que nécessaire d'axer nos campagnes départementales, régionales et nationales sur les besoins réels

des collectivités locales et donc répondre aux besoins concrets de la population. De plus notre stratégie électorale à géométrie variable nous complique la vie entre les différents accords aux départementales et régionales. Franchement, c'est très difficile de répondre à l'électorat de gauche qui ne s'y retrouve plus ! Je me sens de plus en plus en décalage avec les directives nationales de mon parti et la réalité de mon quotidien. Je rejoins Amadou dans son intervention de ce matin, nous devons organiser au sein du CN de réelles séances de travail et partager nos expériences. Tout cela m'amène à vous dire que maintenir un congrès en novembre 2021 n'est pas raisonnable et irréalisable. Ou alors cela veut dire que seulement quelques uns pourraient, dans cette période de lutte quotidienne, préparer une proposition de texte de base commune. Il ne faut pas confondre la réussite technologique de la conférence nationale avec la préparation d'un congrès qui lui ne peut en aucun cas se dérouler en distanciel car rien nous garantit qu'en novembre les conditions seront réunies pour l'organiser en présentiel. Aujourd'hui je pense que beaucoup de nos camarades n'ont pas la tête à ça et souhaitent que le congrès se tienne à l'automne 2022. De plus cette échéance nous permettra d'avoir du recul et une analyse sur toute la période électorale. Attention à ne pas faire trop d'entre soi et de bien rester connecté aux réalités.

Marie-Christine Burricand – Rhône – *Non communiquée*

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Jacques Maréchal – Moselle – *Non communiquée*

Hadrien Bortot - Paris

Je suis d'accord avec Pierre Laurent sur l'idée que nous devons réagir et prendre la mesure de ce qui s'est passé dans la réunion Jadot. Nous avons été tout de suite interpellé sur cette question, dès le lendemain sur le marché, les gens sont venus nous voir, et c'est le rejet qui s'impose. Personne ne veut d'un retour d'une alliance social-démocrate teintée de vert. Les gens ne sont pas dupes et le retour de cette gauche-là est délétère. Quelque soit ce qui sortira du vote du 9 mai, il faut que nous prenions en charge la question du rassemblement. On doit lui donner du corps, du contenu. En dresser les contours, placer les lignes rouges, et les ruptures nécessaires. Aujourd'hui tout cela nous ne le voyons pas arrivé. Quelle vision portons-nous ? Avec qui voulons nous gouverner ? C'est là où la discussion de ce matin reprend du sens. Je pointais l'alliance préférentielle avec le Parti Socialiste. Est-ce que cela sera la même chose ? En ce qui concerne le débat des communistes, il doit se mener avec sérénité jusqu'au 9 Mai. C'est de la responsabilité de la direction que de permettre que le débat se mène jusqu'au bout dans les meilleures conditions possibles. Je crois qu'il faut des supports pour cela et je demande qu'il y ait une réunion de la commission du texte sur cette question. Il faut prendre la mesure des difficultés dans les sections à faire vivre ces débats. Comment fait-on, si je dois faire des réunions à 6 dans cette période de confinement, il en faut dans le 19e une vingtaine. On ne peut pas faire tout reposer sur les sections. Ce n'est pas possible. La responsabilité de la direction elle est aussi engagée dans le climat du débat notamment sur les réseaux sociaux. Certains véhiculent l'idée que le pluralisme de droit serait une difficulté pour le parti, d'autres assument la doctrine selon laquelle le parti se renforce en s'épurant. Pour moi cela ne devrait pas avoir droit de citer dans le PCF. Je crois qu'il faut créer des espaces de débat sereins, apaisés, sinon on va à la catastrophe. Il faut administrer les débats notamment sur les réseaux sociaux pour éviter que des propos inacceptables y soient tenus. J'ai entendu cette après-midi qu'avoir un candidat était une initiative politique suffisante. Je suis désolé mais un candidat en soi n'est pas un acte révolutionnaire. C'est un acte électoraliste. Nous n'entendons aujourd'hui ni remise en cause du système par notre candidat, ni remise en cause de la Ve République. Une candidature ne saurait cacher notre faiblesse sur les contenus. Nous ne sommes pas au niveau sur de nombreux sujets. S'en remettre à des numéros d'équilibriste du candidat n'est pas suffisant. C'est pourquoi si nous n'avons pas de congrès, il va falloir instruire ensemble les questions brûlantes. Au-delà des questions que nous ne savons pas traiter, il y a toutes celles où les

communistes ne sont pas rassemblées. La camarade de l'Isère a raison de pointer les lois sécurité globale et séparatisme. Nous ne pouvons pas continuer comme cela !

Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis – *Non communiquée*

Gille Gurlot – Paris – *Non communiquée*

Mahama Compaoré – Calvados – *Non communiquée*